

Approche cognitive de la position américaine sur les aspects sécuritaires de la question nucléaire iranienne

Vincent Eiffling



NOTE D'ANALYSE 9

Note d'Analyse 9

Vincent Eiffling

Approche cognitive de la
position américaine sur les
aspects sécuritaires de la
question nucléaire iranienne

Octobre 2010

Note d'Analyse 9

Du programme « Union européenne – Chine », Chaire InBev Baillet-Latour

Publication périodique réalisée par la Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine ». Les opinions émises dans les notes d'analyses n'engagent que la responsabilité des auteurs. Il est interdit de reproduire partiellement ou intégralement sur quelque support que ce soit le présent ouvrage sans qu'il ne soit fait explicitement mention des sources.

Direction : Tanguy de Wilde et Tanguy Struye de Swielande.

Conception et mise en page du présent numéro : Alain De Neve.

Pour nous contacter :

Site Internet : <http://www.uclouvain.be/265598.html>

Email : Tanguy.Struye@uclouvain.be

© Chaire InBev Baillet-Latour, programme « Union européenne-Chine », 2009.



Diplômé de l'Université Catholique de Louvain (UCL) en sciences politiques, relations internationales, Vincent Eiffling est actuellement chercheur junior au sein de la Chaire InBev Baillet-Latour « Programme Union Européenne-Chine », ainsi qu'au Centre d'Etude des Crises et des Conflits internationaux (CECRI), à l'Université Catholique de Louvain. Il est par ailleurs également membre du Réseau Multidisciplinaire d'Etudes Stratégique (RMES).

Introduction.

La question nucléaire iranienne sert aujourd'hui de trame, de toile de fond, à la confrontation que se livrent les puissances occidentales et la République islamique. Or cette confrontation remonte bien avant la révélation en 2002 d'un volet clandestin au programme nucléaire iranien, ses origines coïncidant avec l'avènement de la révolution islamique, en 1979. Pour comprendre l'enchaînement des événements qui sont survenus au cours de ces huit dernières années, il est important de prendre en compte de manière adéquate la manière dont cette confrontation a influencé l'appréciation de la situation et par conséquent, la prise de décision, dans l'esprit des décideurs. Qu'il s'agisse des Occidentaux ou des Iraniens, l'histoire récente des relations tumultueuses et conflictuelles qui caractérisent les rapports entretenus depuis 1979 a joué un rôle qui ne saurait être négligé dans la gestion de la question nucléaire iranienne.

Cette analyse se penche sur l'impact de cette histoire récente sur le système de référence des élites américaines et iraniennes. L'objectif est ici d'illustrer que la rationalité ne peut être parfaite, car elle se retrouve inmanquablement marquée par une certaine dose de subjectivité. Cela ne signifie pas que la décision ne soit pas rationnelle, mais que sa rationalité se trouve conditionnée au système de référence des décideurs. La rationalité est donc subjective et comme nous le développerons par la suite, nous constaterons que le système de référence des individus interfère avec l'interprétation de l'information, au travers des spécificités du système cognitif humain.

La cognition influence à la fois l'interprétation d'une situation, l'évaluation d'une menace, les comportements, actions et réactions des acteurs. Son impact sur la perception globale des protagonistes d'un sujet aussi sensible que la question nucléaire iranienne constitue un facteur qui se doit être pris en considération si l'on souhaite se rapprocher d'une compréhension plus juste du problème.

L'approche cognitive.

L'approche réaliste, courant dominant de l'étude des relations internationales, appuie sa réflexion sur le postulat de la rationalité supposée des acteurs. Selon cette approche, la prise de décision ne peut être que rationnelle et servir l'intérêt national. L'approche constructiviste remet en cause ce biais attributif de la rationalité, accusant le réalisme de pêcher par excès de rationalisme. Pour les constructivistes, les relations internationales se conçoivent au travers des constructions sociales et des perceptions mutuelles. Selon cette optique, il convient dès lors de distinguer la réalité perçue de la réalité objective, autrement dit, d'intégrer le rôle de la variable cognitive au sein du processus décisionnel.

L'approche cognitive postule que le comportement d'un décideur dans une situation donnée est dicté par sa représentation de la dite situation. Cette représentation, intrinsèquement subjective, constitue en fait une construction mentale inconsciente, laquelle intègre un ensemble de valeurs, d'émotions, de comportements et de croyances qui ont été adoptés et assimilés au fil des années et qui constituent le système de référence de l'individu. Le comportement n'est donc pas simplement dicté par les connaissances et/ou expériences immédiates, il est également le fruit de certains événements formateurs, *formatives events*, lesquels créent des images stables des faits¹. Mais comme le souligne Robert Jervis, la réalité perçue ou réalité subjective, peut considérablement dévier de la réalité objective, d'où le danger de perceptions erronées des faits (*misperceptions*)². Ce fossé conceptuel est inversement proportionnel à la qualité décisionnelle et ne peut être résorbé dans sa totalité ; d'où la nécessité de le réduire au maximum si l'on désire optimiser la qualité décisionnelle qui détermine *in fine*, la qualité d'action. Pour ce faire, le rôle que joue la qualité de l'information est primordial pour le décideur. Cependant, au-delà des difficultés intrinsèques à la récolte d'informations qualitativement pertinentes, se trouve la difficulté beaucoup moins consciente de l'assimilation de l'information. Ce processus se retrouve en effet confronté à la nature du

¹ White B., Clarke M., *Understanding Foreign Policy*, Aldershot, Elgar, 1989, p. 144.

² Jervis R., *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1976.

système psycho-cognitif humain dont la tendance est au rejet des informations contredisant ses structures référentielles. Toute information perçue est ainsi interprétée selon une échelle de croyances « *belief-disbelief* » : plus ces croyances sont dites centrales dans le système de référence de l'individu, plus celui-ci aura tendance à réfuter toute information dissonante et, *in contrario*, une information en concordance avec les croyances centrales aura tendance à être rapidement assimilée³. Festinger postule ainsi qu'il existe un besoin inhérent au système cognitif humain de maintenir une certaine cohérence et que les mécanismes psychologique fonctionnent de telles sortes qu'ils réduisent ou même évitent les dissensions en éliminant systématiquement toute information perturbante⁴. A l'extrême, une information discordante peut même être faussement interprétée afin d'être rendu cohérente avec le schéma initial du décideur et ainsi venir appuyer sa perception d'une situation. Outre la question de la prise en compte ou non de l'information, la question de son interprétation est quant à elle également tributaire du système référentiel des décideurs. Un même signal, pourtant pertinent pour juger d'une situation, peut ainsi conduire à plusieurs interprétations⁵. Autrement dit, il convient de distinguer l'environnement psychologique (réalité subjective) du décideur, de l'environnement opérationnel (réalité objective), l'appréciation de ce dernier étant tributaire de ce que Brecher, Steinberg et Stein ont conceptualisé sous les notions de « prisme des attitudes » et d'« image »⁶. Selon eux, l'ensemble des inputs émanant de l'environnement extérieur ne peut être appréhendé qu'au travers du « filtre » subjectif des décideurs, le « prisme des attitudes », qui déterminent l'« image » construite de l'environnement objectif : les décideurs agissent en rapport avec leur perception de la réalité, et non pas en réponse à la réalité elle-même⁷. La cognition explique par conséquent la prise de décision en fonction de la perception construite

³ Vertzberger Y., *Misperceptions in Foreign Policy-making: The Sino-India Conflict, 1959-1962*, Boulder, Colorado, Westview Press, 1984, p. 29-30.

⁴ Struye de Swielande T., « L'influence de la variable cognitive dans le processus décisionnel de l'administration Bush (2001-2005) », in *Les cahiers du RMES*, Vol. 4, n°1, été 2007, 17 p.

⁵ Jervis R., *Decision-making during International Crisis*, New York, Macmillan Press, 1958, p.53

⁶ Brecher M., Steinberg B., Stein J., « A Framework for Research on Foreign Policy Behavior », in *The Journal of Conflict Resolution*, XIII, mars 1969, p. 75-101.

⁷ Brecher M., Steinberg B., Stein J., « A Framework for Research on Foreign Policy Behavior », in *The Journal of Conflict Resolution*, XIII, mars 1969, p. 75-101.

au travers des filtres subjectifs, eux même dépendant d'un système de référence, et non en fonction de l'environnement opérationnel. Parmi les éléments constitutifs du système de référence, nous retrouvons la question de la mémoire qui s'exprime notamment au travers de la culture nationale et de l'héritage historique⁸. Dans le cadre de relations bilatérales entre Etats, le poids de la mémoire peut en effet jouer un rôle déterminant sur la manière d'appréhender le présent. Comme le souligne Kenneth M. Pollack, cette constatation s'avère particulièrement pertinente pour la compréhension de la relation américano-iranienne : « *The only way to understand the twenty-five-year confrontation between Iran and the United States is to know the history of the relationship. Contained in that history are all of the element of our current impasse. Most Iranians know that history – or some warped version of it – too wel. Most Americans know it too little* »⁹.

La question de la mémoire peut également mener à appréhender la réalité au travers des « leçons du passé » qui peuvent mener à l'utilisation par le décideur d'analogies simplificatrices non pertinentes pouvant mener à des erreurs d'appréciation¹⁰. C'est ce qui survient lorsque l'analogie historique prend le dessus sur la réalité dans l'esprit du décideur, ce dernier faisant alors abstraction de toutes les nouvelles informations qui ne correspondent pas à l'analogie historique¹¹. Ces « leçons de l'Histoire » prennent place dans le cadre de l'étude des raisonnements analogiques et rencontrent la théorie de l'apprentissage selon laquelle une décision ne trouve pas son explication dans la définition de la situation présente, mais bien dans le souvenir du succès ou de l'échec des solutions adoptées antérieurement dans des situations analogues¹².

⁸ Voir à ce sujet, Rosoux V., « Le rôle du temps dans la politique étrangère », in Roosens C. (dir.), Rosoux V. (dir.), de Wilde d'Estmael (dir.), *La politique étrangère. Le modèle classique à l'épreuve*, Bruxelles, Peter Lang, 2004, p. 311-325.

⁹ Pollack K. M., *The Persian Puzzle: The Conflict Between Iran And America*, New York, Random House Trade, 2005, p. xix – xx.

¹⁰ Legrand V., « La prise de décision en politique étrangère », in Roosens C., Rosoux V., de Wilde d'Estmael T., *La politique étrangère. Le modèle classique à l'épreuve*, Bruxelles, Peter Lang, 2004, p. 83.

¹¹ Struye de Swielande T., « L'influence de la variable cognitive dans le processus décisionnel de l'administration Bush (2001-2005) », in *Les cahiers du RMES*, Vol. 4, n°1, été 2007, 17 p.

¹² Barrea J., *Théorie des Relations Internationales. De l' « idéalisme » à la « grande stratégie »*, Namur, Erasme, 4^{ème} éd., 2002, p. 68.

Dans le cadre de notre analyse, il convient enfin de mentionner le rôle de l'idéologie en tant que prisme déformant la perception de la réalité. L'idéologie est en effet partie intégrante du système de référence et par conséquent, de la manière de percevoir et d'interpréter l'environnement et les faits qui s'y déroulent. Dans le cas des Etats-Unis et l'Iran, nous constatons que les idéologies sur lesquelles reposent les systèmes politiques et les sociétés de chacun sont diamétralement différents. Nous pouvons identifier d'une part une idéologie libérale, prônant la liberté et la foi dans l'individu et d'autre part, une idéologie religieuse, fondée sur la soumission de l'individu aux préceptes du sacré et la légitimité divine accordée au Guide suprême pour guider l'Etat et la société (doctrine du *velâyat-e faghib*). L'antagonisme naturel de ces deux idéologies conjugué à l'animosité historique qui s'est développée depuis 30 ans entre les Etats-Unis et l'Iran contribue aujourd'hui à modeler le prisme cognitif de chacune des parties et explique en partie la méfiance mutuelle et les blocages qui apparaissent au travers des rapports bilatéraux entre les deux Etats.

Pour conclure cette introduction théorique, nous retiendrons que les perceptions peuvent influencer la prise de décision de différentes façons : (1) Elles reconfigurent la réalité, en la simplifiant, en la faussant ; (2) Elles tendent à trouver une cohérence entre les informations reçues et le système de référence des décideurs ; (3) Elles peuvent mener jusqu'à l'adoption d'une interprétation qui assimile de manière cohérente des intentions diverses et contradictoires, en fonction du système référentiel des décideurs ; (4) Elles situent, enfin, un problème en fonction d'analogie personnelles ou historique¹³.

Nous allons maintenant tenter d'analyser le rôle de la perception et plus particulièrement celui des perceptions mutuelles dans le cadre de la question nucléaire iranienne.

¹³ May E., « The Nature of Foreign Policy : The Calculated versus the Axiomatic » in *Daedalus*, Fall 1962, p. 653-667 ; Struye de Swielande T., op. cit.

La question nucléaire iranienne.

Le programme nucléaire iranien est perçu aux Etats-Unis comme une menace pour la sécurité nationale tandis que Téhéran le présente comme un droit naturel inaliénable au regard de ses engagements pris au travers du TNP. Pour ses détracteurs, l'opacité et l'intransigeance de l'Iran couplées à la nature idéologique du régime des Mollahs font craindre l'existence d'un volet militaire clandestin tandis que les autorités iraniennes répètent inlassablement que la République islamique ne cherche à acquérir la maîtrise de l'atome qu'à des fins civiles, allant jusqu'à dénoncer l'existence même des armes nucléaires¹⁴. Ainsi, Howard Berman, le président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, a déclaré au mois de décembre 2009 que « *la perspective d'un Iran ayant l'arme nucléaire est le défi stratégique le plus grave et le plus urgent auquel les Etats-Unis aient eu à faire face* »¹⁵. Le 26 février 2010, à l'occasion d'une intervention devant la Chambre des représentants, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton a quant à elle comparé la question nucléaire iranienne à la crise de Cuba de 1962. Ces perceptions opposées conjuguées à un sentiment de méfiance mutuel en raison de l'histoire récente expliquent les difficultés rencontrées aujourd'hui dans les négociations entre le groupe des « 5+1 » et le régime iranien.

¹⁴ Le président iranien M. Ahmadinejad a ainsi rappelé à maintes reprises que le développement de l'arme nucléaire ne constituait pas un objectif de la République islamique en raison de son incompatibilité avec les préceptes de l'Islam (propos qui furent tenus avant lui par le président réformateur M. Khatami). Ainsi, le 16 octobre 2009, lors d'une interview télévisée en marge du sommet de Copenhague, le président iranien a estimé que « *l'arme atomique est la plus inhumaine des armes (...). Il est vrai que nous avons beaucoup d'ennemis, mais nous n'avons pas besoin d'armes atomiques pour nous défendre* ». A cette même occasion, il est également allé jusqu'à dénoncer la vision doctrinale des armes nucléaires en Occident : « *L'Iran n'a pas besoin de bombes nucléaires (...) ceux qui croient que les armes nucléaires sont une arme politique ont des problèmes psychologiques* ». Le président Ahmadinejad s'est par ailleurs plusieurs fois prononcé en faveur d'un Moyen-Orient dénucléarisé, visant ainsi directement l'arsenal nucléaire supposé de l'Etat d'Israël. A ce sujet, voir : IRNA, AFP : *L'Iran veut "un cadre international" contre la menace des armes nucléaires*, 11 septembre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-381/0909118618171249.htm>; IRNA, Mahmoud Ahmadinejad: *L'Iran n'a pas besoin de la bombe atomique*, 18 septembre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/0909185200233846.htm>; IRNA, Mahmoud Ahmadinejad: *L'Iran est hostile à la bombe atomique et n'en a pas besoin pour se défendre*, 16 décembre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-306/0912165720220642.htm>;

¹⁵ Le Monde, AFP, *Washington adopte un projet de loi pour sanctionner Téhéran*, in *Le Monde*, 16 décembre 2009.

Mais quelles sont donc les origines de ces perceptions conflictuelles et quels sont les arguments de chacun des protagonistes envers cette question des plus crisogène ?

Pour l'Iran, il s'agit de parvenir à la maîtrise de l'atome à des fins officiellement civiles. Cet objectif répond donc à un impératif de sécurité énergétique et non militaire si l'on en croit Téhéran. Cet argument, même s'il peut sembler paradoxal pour un pays possédant les 2èmes réserves mondiales de pétrole et de gaz naturel, cadre pourtant parfaitement avec sa situation énergétique et économique actuelle. En effet, 40% de la production en hydrocarbure est destinée au marché intérieur et la production d'électricité en dépend à 93%¹⁶. L'Iran est en outre devenu importateur de pétrole raffiné suite à ses manquements infrastructurels. Aujourd'hui, les exportations d'hydrocarbures représentent plus de 60% des recettes et environ 30% du budget de l'Etat tandis que la demande intérieure en énergie a augmenté de 8 à 10% par an au cours de la dernière décennie¹⁷. Certains analystes prévoient par ailleurs la fin des exportations iraniennes en pétrole aux alentours de 2014-2015 si aucun investissement significatif ne vient augmenter la capacité de production¹⁸. Face à ce tableau, l'argumentaire iranien prêchant la diversification énergétique afin de garantir les exportations d'hydrocarbures et la survie économique de l'Etat paraît tout à fait rationnel¹⁹.

Si du côté occidental personne ne remet plus en doute cet argument énergétique, les revendications concernant de meilleures garanties sur la nature strictement civile du programme nucléaire sont cependant légitimes. Ce point de vue est tout aussi rationnel que la position iranienne étant

¹⁶ Seyed T. M., *L'Iran, une puissance virtuelle ? La diplomatie du nucléaire iranien*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 33.

¹⁷ Seyed T. M., *L'Iran, une puissance virtuelle ? La diplomatie du nucléaire iranien*, Paris, l'Harmattan, 2008, p. 33-34.

¹⁸ Voir à ce sujet : Stern R., *The Iranian petroleum crisis and United States national security*, in *PNAS*, 2 janvier 2007, vol. 104, n°1, p. 377-382, <http://www.pnas.org/cgi/doi/10.1073/pnas.0603903104>

¹⁹ La situation actuelle est telle que le président iranien a récemment appelé la population à réduire sa consommation d'énergie. Le nord du pays est en outre fréquemment privé de gaz durant la période hivernale. Voir notamment : IRNA, *Le président iranien appelle à l'amélioration de la consommation d'énergie*, 11 octobre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-376/0910110909142157.htm>

donné la représentation occidentale de la République islamique et les nombreux éléments accumulés depuis 2002 à charge du régime des Mollahs. En outre, l'Etat iranien recouvre un territoire géographique dont la maîtrise ou du moins la bonne entente avec l'entité étatique qui y exerce sa souveraineté relève d'un intérêt géopolitique indéniable pour les grandes puissances et ce, pour de multiples raisons. L'Iran est un carrefour géographique, situé entre l'Europe, le Moyen-Orient, l'Asie Centrale et l'Asie du Sud. Cette position combinée à ses importantes réserves énergétiques en provenance du Golfe et de la Caspienne font de l'Iran une entité territorialement stratégique aux abords des routes énergétiques eurasiatiques et du détroit d'Ormuz par lequel transite chaque année plus de 40% du marché pétrolier mondial. Cette importance géopolitique explique l'intérêt porté par Washington à la question iranienne et plus largement, à l'ensemble du Moyen-Orient.

La représentation américaine de la république des Mollahs.

L'animosité américaine à l'égard de l'Iran puise sa source dans de multiples facteurs aussi bien cognitifs que géopolitiques. La perception de l'Iran par la société américaine est ainsi très péjorative. La République islamique, loin d'éveiller dans l'imaginaire collectif américain un tableau sorti des 1001 nuits, est plutôt assimilée à l'islamisme radical, aux Mollahs, au terrorisme, à l'obscurantisme, et à la violation des libertés fondamentales²⁰. Depuis la révolution de 1979, l'Iran apparaît de façon générale en Occident comme étant plongé dans l'obscurité. Les raisons en sont nombreuses et nous y retrouvons en premier lieu l'essence même de la révolution islamique de 1979, dirigée contre le régime dictatorial du

²⁰ Pollack K. M., *The Persian Puzzle: The Conflict Between Iran And America*, Random House Trade, 2005, p. 19-26.

Shah et son occidentalisation à marche forcée²¹. Avec la chute du régime impérial, les américains perdent leur principal allié du Golfe, élément clé dans leur politique de *containment* visant l'URSS²². Le régime des Mollahs se retrouve quant à lui isolé ; coupé aussi bien de l'est que de l'ouest pour des raisons idéologiques²³. L'animosité est particulièrement forte à l'encontre des Etats-Unis (le « grand Satan »), principal allié du dictateur déchu, avec qui les relations diplomatiques sont interrompues suite à la crise des otages de novembre 1979. La durée de cette crise conjuguée à l'échec de l'opération *Eagle Claw*²⁴ constitue un véritable choc pour l'opinion publique américaine qui en ressort profondément marquée. La révolution va ainsi de paire avec une campagne de diabolisation visant directement l'Occident mais aussi l'Etat d'Israël (le « petit Satan »), son principal allié au Proche-Orient²⁵. Depuis 1979, il ne se passe pas un vendredi, jour de prière pour les musulmans, sans que ne résonnent les cris « A mort Israël ! », « Mort au grand Satan ! », dans les mosquées de Téhéran, Qom ou Mashhad. Cette volonté de canaliser les sentiments de l'opinion publique contre un ennemi extérieur fait depuis lors partie intégrante de la stratégie politique du régime iranien qui y voit le moyen de garantir la cohésion nationale au travers d'un discours patristico-religieux²⁶. Les propos tenus par les officiels du régime en témoignent

²¹ La révolution de 1979 était avant tout une révolution populaire dirigée contre le régime totalitaire du Shah, allié de l'Occident dans le contexte géopolitique de la guerre froide, avant d'être rapidement récupérée par le clergé chiite conservateur. Cette situation fit que le dénigrement du régime impérial alla de paire avec celui de l'Occident. Signalons également que le programme nucléaire iranien initié sous le Shah avec l'assistance des puissances occidentales fut dénoncé aux premières heures de la révolution comme le symbole de la dépendance du pays à l'égard de l'Occident. Pour une lecture plus approfondie sur les événements de la révolution islamique, voir : Parham R., Taubman M., *Histoire secrète de la révolution iranienne*, Paris, Denoël, 2009, 410 p.

²² La révolution islamique rendit caduque l'alliance établie par le Pacte de Bagdad (1955), devenu CENTO à partir de 1959 suite au retrait irakien du traité.

²³ Rejetant les idéologies des deux superpuissances, l'ayatollah Khomeiny souhaitait développer une politique étrangère se démarquant du contexte général de la guerre froide au travers d'une approche symbolisée par le slogan « ni Est, ni Ouest ».

²⁴ L'opération Eagle Claw est une opération militaire menée en avril 1980 visant à libérer les otages retenus à l'ambassade américaine de Téhéran. Cette opération se solda par un échec total et coûta la vie à 8 militaires américains. Elle influença également de manière très négative la campagne présidentielle du président américain sortant Jimmy Carter.

²⁵ Pour une lecture approfondie sur le sujet, voir : Richard Y., *L'Iran – Naissance d'une république islamique*, Editions de La Martinière, 2006, 378 p.

²⁶ Pour une lecture approfondie sur le sujet, voir : Coughlin C., *Khomeini's Ghost : Iran Since 1979*, Macmillan, 2009, 424 p ; Arjomand S. A., *After Khomeini : Iran under his successors*, Oxford University Press, 2009, 272 p. ; Digard J.-P., Hourcade B., Richard Y., *L'Iran au XXe siècle : Entre nationalisme, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 2007, 498 p.

encore aujourd'hui comme l'illustrent les déclarations récurrentes du président M. Ahmadinejad dénonçant l'attitude de « puissance » des Etats occidentaux et le dictat de « l'arrogance » américaine²⁷. En outre, le régime iranien se pose désormais en champion de la cause palestinienne²⁸, soutenant financièrement le Hezbollah et attaquant verbalement de toute part l'Etat hébreu, ce qui ne manque pas de marquer les Etats-Unis, allié traditionnel d'Israël, où le lobby pro-Israélien possède une influence politique non négligeable²⁹.

Après 1979, Washington, jusqu'alors principal pourvoyeur en armement de l'Iran, décrète un embargo militaire à l'encontre de Téhéran. Le programme nucléaire, gelé dans les premiers mois suivant la révolution, est réactivé dès l'automne 1981, bien que très sommairement, officiellement à des fins civiles³⁰. Du point de vue occidental, cette démarche répond cependant à un impératif militaire visant à développer un arsenal nucléaire pour répondre à l'agression irakienne du 22 septembre 1981 et à l'hypothèse d'une « bombe nucléaire arabe », même si cette dernière perspective est lourdement compromise depuis l'opération Opéra menée par la force aérienne de Tsahal le 7 juin 1981

²⁷ Voir notamment : IRNA, *Mahmoud Ahmadinejad : l'ère des empires est bel et bien révolue*, 25 septembre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-374/0909265689135042.htm>; IRNA, *Le guide suprême : la haine des nations de la région envers les Etats-Unis est la cause des problèmes de la région*, 25 mai 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/0905258749132719.htm>

²⁸ A titre d'exemple : IRNA, *Ali-Asghar Soltaniyeh: le principal facteur de tension, au Moyen-Orient, reste l'occupation sioniste*, 2 décembre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-374/0912020972191357.htm>; Decamps M.-C., *Mahmoud Ahmadinejad se pose en « leader de la rue arabe »*, in *Le Monde*, 20 janvier 2009, <http://abonnes.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/ARCHIVES/archives.cgi?ID=030188c92ed969f579bd30f7afa2d00579dfe4f4ac156a65>

²⁹ Pour une lecture approfondie sur ce sujet, voir : Mearsheimer J. J., Walt S. M., *Le lobby pro-Israélien et la politique étrangère américaine*, Paris, La Découverte, 500 p.; Fleshler D., *Transforming America's Israel Lobby: The Limits of Its Power and the Potential for Change*, Potomac Books, 2009, 278 p.

³⁰ Par manque de ressources, cette réactivation du programme nucléaire iranien ne connaîtra cependant pas un grand succès malgré une aide substantielle de la Chine. Il faudra attendre le début des années 1990 pour que le programme nucléaire de Téhéran ne redémarre véritablement. A ce sujet, voir : Eiffling V., « Chine-Iran : vers une maturité pragmatique », in *Note d'analyse de la Chaire InBev Baillet-Latour*, n° 7, 86 p., http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/NA7_VE_ALL.pdf

contre le réacteur irakien d'Osirak³¹. Avec la présence soviétique en Afghanistan, l'Iran est par ailleurs totalement encerclé par des régimes ouvertement ou passablement hostiles à son idéologie.

Trois ans après la fin du conflit contre le régime de Saddam, la chute de l'URSS bouleverse l'équilibre géopolitique mondial et ouvre une nouvelle ère d'insécurité pour le régime des Mollahs. Désormais, bien que soulagé sur son flanc nord, l'Iran ne peut qu'assister impuissant à la montée en puissance du « Grand Satan » au sud. Par ailleurs, la deuxième guerre du Golfe (1990-1991) démontre la toute puissance américaine qui balaie en quelques semaines l'appareil militaire irakien que le régime iranien n'a pas réussi à soumettre en huit années de guerre. C'est dans ce contexte géopolitique hostile que l'Iran relance activement son programme nucléaire au cours des années 1990 grâce en grande partie à l'aide de la Chine et de la Russie³². C'est également au cours de cette période que l'Iran développe un programme balistique endogène, grâce toujours aux contributions chinoises mais aussi nord-coréennes³³. L'administration Clinton établit alors un régime de sanctions unilatérales parmi lesquelles se retrouvent notamment la loi d'Amato.

Par la suite, l'intervention de l'Otan au Kosovo en 1999, l'intervention américaine en Afghanistan après le 11-septembre 2001, et la troisième guerre du Golfe (mars 2003) démontrent une fois de plus la toute puissance américaine et la détermination des Etats-Unis à agir

³¹ Cette opération, également dénommée « opération Babylone », constitue la première application par Israël de la « doctrine Begin », du nom du Premier ministre israélien de l'époque. Cette doctrine constitue la conceptualisation par l'Etat Hébreu de sa vision de la légitime défense préventive, laquelle vise à empêcher par n'importe quel moyen la mise au point d'ADM par un ennemi d'Israël. Voir à ce sujet : Collin J.-M., *La Bombe, l'Univers opaque du nucléaire*, Paris, Autrement, 2009, p. 132.

³² Pour une lecture approfondie sur le sujet, voir : Barzin N., *L'Iran nucléaire*, Paris, L'Harmattan, 2005, 302 p. ; Eiffling V., « Chine-Iran : vers une maturité pragmatique », in *Note d'analyse de la Chaire InBev Baillet-Latour*, n° 7, 86 p., http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/NA7_VE_ALL.pdf; Collectif, *Iran's Nuclear and Missile Potential - A Joint Threat Assessment by U.S. and Russian Technical Experts*, New York, EastWest Institute, mai 2009, <http://docs.ewi.info/JTA.pdf>; NTI, *China's Nuclear Exports and Assistance to Iran*, 23 septembre 2003, 8 p., <http://www.nti.org/db/china/niranpos.htm>

³³ Il est à noter que la coopération sino-iranienne dans le domaine des technologies nucléaires et balistiques prit officiellement fin en octobre 1997 à la suite des pressions américaines exercées lors d'un sommet Chine – Etats-Unis ayant eu lieu quelques jours auparavant. Voir à ce sujet : Gill B., *Chinese Arms Exports to Iran*, in *MERIA*, mai 1998, volume 2, n°2, <http://meria.idc.ac.il/journal/1998/issue2/gates.pdf>

unilatéralement, si nécessaire au détriment du droit international, afin de garantir la sauvegarde de leurs intérêts. L'arrivée des néoconservateurs dans l'administration américaine, la qualification de l'Iran comme Etat appartenant à « l'Axe du Mal » et les révélations par l'OMP³⁴ des activités nucléaires iraniennes non-déclarées auprès de l'AIEA ont contribué pour leur part à renforcer l'isolement international de Téhéran³⁵. Ainsi, en 2005, lors de l'arrivée à la présidence de M. Ahmadinejad, la République islamique est littéralement encerclée par une présence américaine au sein de son voisinage et elle voit son image sur la scène internationale sérieusement écornée malgré la volonté d'ouverture affichée lors de la présidence de M. Khatami³⁶. A cela s'ajoute aujourd'hui la volonté affichée par l'Iran de se positionner comme la puissance régionale du Golfe face aux pays arabes – alliés des Occidentaux – dont certains entretiennent encore des rapports empreints de méfiance avec le régime des Mollahs³⁷. Cette politique se traduit notamment dans les faits au travers du soutien apporté par Téhéran au Hamas, au Hezbollah, à

³⁴ Organisation des Moudjahidines du Peuple, principal mouvement d'opposition au régime des Mollahs.

³⁵ Au cours des années 1990, l'Iran s'est ainsi livré à de nombreuses activités nucléaires dont une partie n'a pas été déclarée à l'AIEA, ce qui constitue une violation de ses engagements en vertu du TNP. Ces activités clandestines portaient essentiellement sur la recherche dans le domaine de l'enrichissement d'uranium, sujet sensible s'il en est puisque sa maîtrise technologique peut conduire à l'élaboration d'armements nucléaires. Pour une lecture approfondie sur le sujet, voir : Barzin N., op. cit. ; Gill B., op. cit.

³⁶ Pour une lecture plus approfondie sur la politique réformatrice du président Khatami, voir : Djalili M.-R., *Iran : L'illusion réformatrice*, Paris, Sciences Po., 2001, 125 p.

³⁷ Notons ainsi à titre d'exemple la lutte d'influence pour le leadership régional entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, le désaccord entre la République islamique et les Emirats Arabes Unis sur la question des trois îles de la Grande et Petite Tomb et d'Abou Moussa dans le Golfe, et enfin, le désaccord sur la dénomination du Golfe (Arabique, Persique, Arabo-persique) entre l'Iran et l'ensemble des pays arabes. Pour une lecture plus approfondie sur ces sujets, voir : Chubin S., Tripp C., *Iran-Saudi Arabia Relations and Regional Order*, Routledge, 2005, 120 p. ; Cordesman A. H., *The Military Balance In The Middle East*, Praeger Publishers, 2004, 592 p. ; Mustafa H., *Moyen-Orient : rivalité entre arabes et non arabes*, in *Afkar/idées*, été 2009, n°22, p. 44-46 ; Saboori M., *Les Emirats arabes unis et les iraniens*, in *Hérodote*, 2^{ème} trimestre 2009, n°133, p. 166-179 ; IRNA, *Un conseiller du guide suprême : « le Golfe Persique sera toujours persique. »*, 29 avril 2009, <http://www2.irna.com/fr/news/view/line-41/0904309382040541.htm> ; IRNA, *Manouchehr Mottaki : l'Iran devient une superpuissance régionale*, 10 juin 2009, <http://www2.irna.ir/fa/news/view/line-41/0906115893020738.htm> ; IRNA, *Manouchehr Mottaki réfute les allégations mensongères sur les trois îles iraniennes*, 22 octobre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-374/0910224178085007.htm> ; IRNA, *Les trois îles du Golfe Persique appartiennent à tout jamais à l'Iran*, 16 décembre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-375/0912165621184317.htm>

certains groupes chiïtes irakiens, ainsi qu'au régime syrien de Bachar el Assad.

Tous ces événements survenus depuis 1979 alimentent les discours en faveur d'une politique intégrant la possibilité d'un volet militaire au programme nucléaire iranien. Les partisans de cette approche estiment en effet que les arguments géopolitiques précités conjugués à l'animosité des Mollahs pour l'Amérique rendent raisonnable l'hypothèse selon laquelle l'Iran, au regard de sa « mémoire historique », rechercherait l'acquisition d'un arsenal nucléaire dissuasif afin de se prémunir d'une éventuelle intervention militaire américaine.

Cette première interprétation de la question nucléaire iranienne nous amène au scénario de la « dissuasion iranienne » qui poursuit en réalité une logique réaliste des relations internationales dans laquelle l'Etat iranien calcule sa stratégie en fonction de l'intérêt national, en acteur rationnel cherchant une dissuasion du faible au fort afin de garantir la pérennité de son régime politique. Pour les défenseurs de cette hypothèse, les dirigeants iraniens raisonnent en fonction de l'analogie qui peut être faite entre la situation actuelle de la République islamique et celle de l'Irak avant son invasion en mars 2003 par les forces de la coalition. Ayant constaté l'inefficacité de la coopération irakienne pour sauvegarder le régime baassiste, les dirigeants iraniens auraient décidé d'avoir recours à la technologie nucléaire militaire pour sanctuariser leur territoire.

Parmi les défenseurs de cette interprétation, nous retrouvons entre autres deux figures du réalisme, à savoir Kenneth Waltz et John Mearsheimer. Pour ces derniers, moins que la possession de l'arme nucléaire en tant que telle, c'est avant tout le statut de puissance nucléaire qui intéresse des régimes comme celui de Téhéran³⁸. Mearsheimer argumente notamment qu'il n'existe selon lui aucun risque d'assister à une dissémination d'armes nucléaires au départ d'Etats « voyous » vers des groupes terroristes. Pour le professeur de l'Université de Chicago, ce scénario apparaît en effet assez peu probable parce que cela reviendrait à mettre des armes

³⁸ Voir notamment : Waltz K., Sagan S., *The Spread of Nuclear Weapons*, New York, W.W. Norton & Co., Second Edition, 2002, 224 p.

nucléaires entre les mains de gens qu'on ne contrôle pas, sans compter que l'Iran aurait de grandes chances d'être vitrifié si l'on parvenait à établir que les armes ont été fournies par le régime de Téhéran. Les deux auteurs réalistes se posent également la question des raisons pour lesquels les Etats-Unis s'opposent avec un tel acharnement au programme nucléaire iranien. Selon eux, la question nucléaire iranienne ne relève pas directement de la sécurité nationale américaine puisque ce programme ne peut poursuivre qu'un objectif dissuasif et défensif. Ils en concluent que les politiques de contre prolifération apparaissent davantage comme des politiques de puissance que comme des politiques de sécurité. Dans leur optique, ce qui inquiète Washington, ce n'est pas tellement de se voir attaqué par un Iran nucléaire mais c'est d'être dissuadée elle-même de toute mesure militaire à son encontre.

Cependant, le raisonnement de Waltz et Mearsheimer ne fait pas l'unanimité au sein des analystes interprétant un possible programme nucléaire militaire comme strictement dissuasif. Pour beaucoup, le risque réside dans la course aux armements que pourrait engendrer l'acquisition de la bombe par Téhéran. Certains pays voisins de l'Iran, tels que l'Arabie Saoudite, l'Égypte ou la Turquie pourraient être tentés de sanctuariser eux aussi leur territoire face à la menace qu'ils percevraient d'un Iran nucléaire. Le risque réside ici dans une prolifération engendrée par un complexe de sécurité qui risquerait de déstabiliser tout le Proche et le Moyen-Orient. Cette interprétation est entre autre défendue par Graham Allison. Pour le doyen de la *Kennedy School of Government* de Harvard, le raisonnement de Waltz et Mearsheimer pêche par excès de rationalisme. Selon lui, même si la recherche d'une capacité militaire nucléaire peut répondre avant tout à un besoin dissuasif, la période suivant son acquisition se révèle particulièrement dangereuse dans la mesure où la décision politique peine à se montrer totalement rationnelle. Cette dangerosité résulte également de l'absence de dispositifs de commandement et de contrôle fiables. Graham Allison avance par ailleurs un second argument, celui de la « tentation de première frappe ». Selon le professeur de Harvard, l'histoire montre que dans chaque binôme de confrontation nucléaire, le premier des deux protagonistes à avoir acquis la bombe a été à deux doigts de déclencher une attaque préventive afin de profiter de son avantage. En considérant

le binôme Israël-Iran, Tsahal pourrait être tenté d'avoir recourt à une frappe préventive pour stopper les ambitions iraniennes. Pareil scénario aurait de lourdes conséquences déstabilisatrices dans une région hautement stratégique pour Washington.

Le scénario de la « dissuasion iranienne » est cependant mis à mal par certains analystes qui remettent en doute la rationalité supposée du régime des Mollahs en raison de sa particularité³⁹. La nature théocratique de la République islamique institue selon eux une variable difficilement prévisible dans le processus décisionnel iranien : le facteur religieux. Or s'il se trouve exacerbé à l'extrême chez les croyants les plus radicaux, ce facteur jette des bases en matière de raisonnement rationnel qui sont considérées aux antipodes de la vision occidentale de la rationalité. Cette vision de la rationalité subjective iranienne considère que celle-ci ne se base pas sur la survie de l'entité politique que constitue l'État iranien, mais sur la perspective d'un conflit inéluctable, d'ordre idéologique et religieux, avec l'Occident et plus particulièrement avec les États-Unis et Israël⁴⁰. Les critères de base du ratio coûts/bénéfices devant conduire à l'emploi ou au non-emploi du feu nucléaire ne sont dans ce cas-ci pas les mêmes que ceux considérés dans les doctrines occidentales, ce qui rend difficile la prévisibilité de l'action iranienne. Dans cette optique, l'acquisition d'une capacité nucléaire militaire par le régime des Mollahs pourrait aussi bien servir à des fins défensives qu'offensives, le doute relatif aux intentions iraniennes devant appeler à une action politique et militaire si nécessaire, afin de contrecarrer les projets iraniens au nom du principe de précaution. Cette conceptualisation du problème iranien renvoie à la possibilité d'une frappe préventive à l'issue pourtant incertaine en termes d'efficacité. Les défenseurs de cette vision trouvent dans la rhétorique du régime une véritable mine d'or susceptible

³⁹ Pour une lecture plus approfondie sur le sujet, voir : Barnett T. P. M., *Great Powers : America and the World After Bush*, G. P. Putnam's Sons, 2009, 496 p ; Delpech T., *L'Iran, la bombe et la démission des nations*, Paris, Autrement, 2006, 135 p. ; Gold D., *The Rise of Nuclear Iran: How Tehran Defies the West*, Regnery Publishing Inc, 2009, 256 p.

⁴⁰ Il est utile de remarquer que la thèse du « choc des civilisations » développée par le professeur S. Huntington a rencontré un large écho au sein de la tranche radicale de certaines populations musulmanes. Par ailleurs, certains imams radicaux chiïtes appellent ouvertement à l'acquisition de la technologie nucléaire militaire afin de « punir les ennemis arrogants de l'Islam ». Voir : Bear R., *Iran : L'irrésistible ascension*, Jean-Claude Lattès, 2008, 382 p.

d'appuyer leur argumentation⁴¹. Cependant, il convient de s'interroger sur l'instrumentalisation de cette rhétorique par le régime iranien lui-même : ses déclarations constituent-elles une réelle expression de sa volonté d'action ou lui servent-elles plutôt d'outil de propagande pour à la fois exacerber le nationalisme iranien et augmenter la popularité de la République islamique auprès des autres populations musulmanes ?

Par ailleurs, un argument plus récent gagnant aujourd'hui en importance est venu renforcer le discours des défenseurs de cette approche, il s'agit de la montée en puissance des *Pasdarans* au sein de l'appareil d'Etat iranien. Les Pasdarans⁴², ou Gardiens de la révolution, constituent une force armée d'élite – aussi bien idéologiquement que militairement – parallèle à l'appareil militaire traditionnel de l'Etat, et dont la mission première réside dans la sauvegarde du régime du *velâyat-e faghib*⁴³. La présidence de M. Ahmadinejad a été caractérisée par une montée en puissance des Pasdarans et anciens Pasdarans aussi bien dans les secteurs économiques privés qu'aux postes clés de l'administration ou de la scène politique iranienne tel que la mairie de Téhéran, la présidence du parlement, le ministère de l'intérieur, le ministère de la défense, ou encore le ministère du pétrole⁴⁴. Cette montée en puissance des

⁴¹ Qu'il s'agisse des sermons prononcés à l'université de Téhéran à l'occasion de la grande prière du vendredi, des discours du Guide Suprême, des déclarations du président M. Ahmadinejad ou encore des déclarations des hauts gradés des Pasdarans (les Gardiens de la révolution), les démonstrations de l'hostilité portée à l'égard des Etats-Unis et d'Israël constituent véritablement un leitmotiv du discours officiel iranien. Ainsi les propos controversés du président Ahmadinejad à l'encontre de l'Etat hébreu sont fréquemment repris pour illustrer la nature extrémiste et potentiellement déstabilisatrice de l'idéologie conservatrice iranienne. Cependant, il convient toutefois de souligner que le président iranien est passé maître dans l'art de manipuler et choquer les opinions occidentales, arrivant même parfois à prendre ses détracteurs à leurs propres jeux. Pour une lecture approfondie sur le sujet, voir : Rabkin Y. M., *La campagne contre l'Iran : le lobby sioniste et l'opinion juive*, in *La revue internationale et stratégique – L'Iran, plaque sensible des relations internationales*, été 2008, n°70, p. 195-207.

⁴² Pour une lecture approfondie sur les Pasdarans, voir : Katzman K., *The Warriors of Islam: Iran's Revolutionary Guard*, Westview Press, 1993, 250 p. ; Takey R., *Guardians of the Revolution: Iran and the World in the Age of the Ayatollahs*, Oxford University Press, 2009, 328 p.

⁴³ Dénomination perse de la doctrine prônant la souveraineté du juriste théologien en la personne du Guide suprême de la révolution. Il s'agit du fondement institutionnel et idéologique de la république islamique d'Iran.

⁴⁴ Pour une lecture plus approfondie sur le sujet, voir : Wehrey F., Green J., Nichiporuk B., *The Rise of the Pasdaran: Assessing the Domestic Roles of Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps*, Rand Co., 2008, 154 p. ; Takey R., *Guardians of the Revolution: Iran and the World in the Age of the Ayatollahs*, Oxford University Press, 2009, 328 p.

Pasdarans s'explique d'une part par le lien qui lie cette institution à l'actuel président, lui-même ancien officier du génie au cours de la guerre Iran-Irak, et d'autre part, plus généralement, par l'arrivée à l'âge des responsabilités politiques des premiers vétérans du corps des Gardiens de la révolution⁴⁵. Ceci n'est pas sans inquiéter certains analystes qui redoutent le caractère extrêmement radical d'une partie des ces vétérans, lesquels sont fortement liés aux actuelles élites des Pasdarans qui, il faut le souligner, se sont vu déléguer la gestion pleine et entière du programme nucléaire iranien par le Guide suprême⁴⁶. Plus encore que les anciennes élites politiques issues du milieu clérical du temps de la révolution, les plus radicaux de ces « soldats d'Allah » ne présentent pas la réputation d'être des modèles de rationalité pragmatique mais plutôt des suiveurs d'une idéologie conservatrice et belliciste⁴⁷.

Un récent sondage effectué au mois d'octobre 2009 par CNN illustre bien la perception américaine envers le régime iranien. Ainsi, selon cette enquête d'opinion, 88% des américains pensent que l'Iran est en train de mettre au point des armes nucléaires et 54 % d'entre eux sont favorables à une frappe militaire pour éviter que le pays ne parvienne à ses fins⁴⁸. Par ailleurs, il semble aujourd'hui exister un consensus au sein des experts pour s'accorder sur le fait que si l'Iran souhaite réellement la bombe, il aura la bombe, la politique des sanctions ne pouvant que

⁴⁵ Cette nouvelle élite politique « sans turban » n'est cependant pas hétérogène et se retrouve divisée entre les « pragmatiques », hostiles à la politique populiste de l'actuel président et partisans d'une normalisation des relations avec les Etats-Unis, et les « idéologistes », favorables à la ligne politique de M. Ahmadinejad. A ce sujet, voir : Hourcade B., *La « prise de pouvoir » par les Gardiens de la révolution : retour au passé ou perspective d'ouverture ?*, in *La revue internationale et stratégique – L'Iran, plaque sensible de relations internationales*, n°70, été 2008, p. 71-77 ; Wehrey F., Green J., Nichiporuk B., op. cit., p. 15-17.

⁴⁶ Le fait que le programme nucléaire soit désormais supervisé par les Pasdarans alimente le flot des critiques occidentales qui s'interrogent sur la pertinence de l'encadrement d'un programme nucléaire officiellement civil par des militaires.

⁴⁷ Il faut toutefois souligner que bien que les « idéologistes » soient actuellement au pouvoir en Iran, ils ne représentent pas la majorité des vétérans issus des Gardiens de la révolution. A l'avenir, une reprise en main des institutions du pouvoir par les « pragmatiques » n'est pas à exclure, et si pareille évolution ne déboucherait sans doute pas sur un basculement du régime, elle n'en induirait pas moins un changement dans la forme de la politique menée jusqu'à aujourd'hui par la république islamique. A ce sujet, voir : Hourcade B., op. cit., p. 75-77 ; Wehrey F., Green J., Nichiporuk B., op. cit., p. 77-93.

⁴⁸ AFP, *La majorité des Américains soutiennent une attaque contre l'Iran*, in *La Libre Belgique*, 20 octobre 2009, <http://www.lalibre.be/actu/international/article/537289/la-majorite-des-americains-soutiennent-une-attaque-contre-l-iran.html>

retarder l'échéance. De l'aveu même de Robert Gates, le recours à l'option militaire ne garantirait pas l'arrêt définitif du programme nucléaire iranien. S'exprimant en septembre 2009 dans le cadre de l'émission *This Week* sur ABC, le secrétaire d'Etat américain a estimé qu'une éventuelle offensive militaire ne ferait que retarder le programme nucléaire de Téhéran que « de un à trois ans »⁴⁹.

Aujourd'hui, la stratégie des Etats-Unis consiste à tenter de canaliser – au travers d'une politique alliant à la fois incitant et sanctions – les activités nucléaires iraniennes et plus particulièrement son programme d'enrichissement d'uranium endogène. Tout le débat actuel repose sur ces activités qui bien qu'elles ne soient pas prohibées en vertu du TNP, ont fait l'objet de plusieurs résolutions au CSNU dont quatre assorties de sanctions (1737, 1747, 1803, 1929). En tentant de convaincre l'Iran de déléguer ses activités d'enrichissement à l'étranger, les Etats-Unis espèrent garder les activités iraniennes dans le cadre du domaine civil. Pour les plus farouches détracteurs du régime iranien, il ne fait cependant aucun doute que ce dernier cherche à développer des armes atomiques. Leur principale crainte réside dans le risque que l'Iran ne parvienne à passer outre l'étape de l'essai nucléaire par l'intermédiaire d'un pays tiers, tel que la Corée du Nord, pour ainsi mettre le monde devant le fait accompli.

L'argumentaire iranien : une autre « réalité subjective ».

Le discours iranien est pour sa part diamétralement opposé aux accusations américaines. Pour Téhéran, la volonté de développer un programme nucléaire ne répond qu'à des impératifs économiques et énergétiques. A cela s'ajoute vraisemblablement le caractère prestigieux que prodiguerait la maîtrise de l'atome à la République islamique. La question nucléaire iranienne et le débat international qu'elle suscite

⁴⁹ IRNA, *Robert Gates : une attaque nucléaire contre l'Iran n'empêchera pas la poursuite du programme nucléaire iranien*, 25 septembre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-374/0909263496161747.htm>

s'inscrivent quant à eux dans un contexte plus large, à savoir la volonté de marquer sa pleine souveraineté au regard des droits internationaux et de résister aux pressions des puissances étrangères, et plus particulièrement à celles émanant de l'Occident. Si l'on demande aux officiels iraniens pourquoi ils ont dissimulé tant d'activités à l'AIEA durant les années 1990, ils se défendent en rappelant que leurs demandes d'assistance auprès de l'agence sont restées lettre morte et il qu'ils n'ont eu d'autres choix que de se tourner vers des pays moins regardant ou des réseaux clandestins (A. Khan) pour mener à bien leurs « activités nucléaires civiles »⁵⁰. Dans leurs discours, c'est l'Occident qui le premier a transgressé le TNP et plus particulièrement son article 4, en refusant d'assister techniquement l'Iran dans son programme nucléaire. Ce sont également les puissances nucléaires occidentales, au premier lieu desquelles se retrouvent les Etats-Unis, qui refusent de désarmer leurs arsenaux⁵¹ (cfr. Art. 6 du TNP) et mènent un régime de deux poids deux mesures dans le domaine du nucléaire (Inde, Israël⁵²). L'Iran ne manque également pas de souligner que bien que ses activités liées à l'enrichissement aient été dissimulées pendant 18 ans, leur poursuite ne constitue pas en soi une violation du TNP. Ce qui est illégal au regard des engagements internationaux pris par le régime de Téhéran, c'est bien l'action de dissimulation et non l'action d'enrichissement elle-même. Or, comme l'illustre le rapport présenté en février 2006 par Hassan Rowhani devant la Conseil suprême de la sécurité nationale iranien⁵³ : « *Bien que tout pays signataire du TNP ait le droit de continuer à développer la technologie nucléaire à des fins pacifiques et de produire du combustible, aucune des puissances atomiques ne s'est montré disposée à nous aider. Nous avons donc commencé à nous procurer par d'autres voies tout ce dont nous avons besoin, par exemple, sur le marché*

⁵⁰ Pour une lecture approfondie sur le sujet, voir : Barzin N., *L'Iran nucléaire*, Paris, L'Harmattan, 2005, 302 p.

⁵¹ IRNA, *L'Iran invite les puissances nucléaires à honorer leurs engagements*, 14 mai 2009, <http://www2.irna.com/fr/news/view/line-41/0905148767204947.htm>

⁵² A titre d'exemple, voir : IRNA, *Ahmad Khatami : les puissances de l'Arrogance feraient mieux de se préoccuper de la puissance nucléaire du régime sioniste*, 10 octobre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-375/0910101212100049.htm>

⁵³ Hassan Rowhani, un conservateur modéré, est l'ancien responsable iranien des négociations sur la question nucléaire. Son rapport, présenté en février 2006 devant la Conseil suprême de la sécurité nationale iranien, constitue une attaque directe contre les islamistes radicaux que sont Ahmadinejad et ses proches. Cette critique virulente de la politique présidentielle illustre par ailleurs fort bien les luttes intestines au sein du pouvoir iranien.

noir international ou par contact avec des personnes et organisations ad hoc. C'est ce que nous avons fait et nous avons avancé d'un grand pas»⁵⁴. Dans le même rapport, Rowhani explique que le choix de la dissimulation est apparu comme tout naturel à l'époque, tant il semblait clair pour le régime que les puissances ne toléreraient jamais un Iran maîtrisant le cycle complet du combustible. Aussi Téhéran souhaitait mettre le monde devant le fait accompli, ce qui s'est avéré être une mauvaise stratégie, de l'aveu même de Rowhani qui comprend la méfiance dont fait aujourd'hui preuve l'Occident. Mais pour les Iraniens, le tort initial revient bien aux puissances nucléaires qui lui ont refusé toute assistance.

Face aux accusations et doutes occidentaux, l'Iran surenchérit dans sa posture défensive, en dénonçant les Etats détenteurs de l'arme atomique et en prônant régulièrement, outre un Moyen-Orient exempt d'armes nucléaires, un monde totalement dénucléarisé⁵⁵. Par ailleurs, face à la logique de la géopolitique et du réalisme que lui confrontent certains analystes, l'Iran rétorque que sa politique étrangère n'est pas dictée par de telles considérations qu'il considère comme le fruit d'une conception occidentale des relations internationales aujourd'hui dépassée⁵⁶. Dans le discours officiel du régime iranien, la détention d'armes atomiques est dénoncée comme contraire aux préceptes islamiques et constitue un « crime inhumain »⁵⁷. De plus, le président iranien évoque régulièrement « l'inefficacité » des armes nucléaires dans le contexte international

⁵⁴ Cité dans : Nirumand B., *Iran : Vers le désastre ?*, Arles, Actes Sud, 2007, p. 27

⁵⁵ IRNA, *Mahmoud Ahmadinejad : « nous sommes disposés à prendre part au désarmement mondial »*, 9 avril 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-41/0904092278095717.htm>

⁵⁶ Voir à ce sujet : IRNA, *L'Iran et le Venezuela : la puissance de l'Arrogance mondiale est une défaite*, 12 février 2009, consultable sur : <http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-41/0902120534153054.htm> ; IRNA, *Mahmoud Ahmadinejad : un nouveau monde reste à construire grâce à une collaboration collective*, 28 avril 2009, <http://www2.irna.com/fr/news/view/line-41/0904288684225509.htm> ; IRNA, *Le guide suprême : l'accroissement de la puissance nationale de la République Islamique d'Iran ne menace nullement les autres pays*, 7 octobre 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/0910076379225919.htm>

⁵⁷ De tels propos furent tenus par le président Khatami avant d'être repris par le président M. Ahmadinejad. A ce sujet, voir : Nirumand B., *Iran : Vers le désastre ?*, Arles, Actes Sud, 2007, p. 32 ; Interview de M. Ahmadinejad pour la chaîne de télévision française France 2, consultable à la date du 22 octobre 2009 à l'adresse web suivante : <http://www.youtube.com/watch?v=4OYoM1sF4g4&feature=related>

actuel, propos également régulièrement relayés par Manouchehr Mottaki, le ministre iranien des affaires étrangères⁵⁸.

Concernant les revendications américaines et les résolutions du CSNU demandant le gel des activités d'enrichissement d'uranium, l'Iran rétorque qu'il n'a pas à se soumettre à des exigences qu'il considère comme illégales au regard du droit international, le TNP n'interdisant nullement la recherche et le développement d'activités dans ce domaine. La République islamique dénonce ici un régime de deux poids deux mesures et se demande pourquoi elle devrait renoncer à une maîtrise complète du cycle du combustible qui contribuerait à sa sécurité énergétique, le pays disposant de suffisamment d'uranium sur son territoire pour subvenir à ses besoins.

L'Iran estime donc avoir la justice de son côté dans ce bras de fer qui l'oppose aux puissances occidentales. En jouant la carte de la victimisation, il cherche probablement à exacerber le sentiment nationaliste de sa population et à se positionner vis-à-vis du monde comme un modèle de résistance au « néo-impérialisme » américain⁵⁹.

L'Iran nucléaire : approche cognitive d'une menace potentielle.

Outre l'aspect « juridico-idéaliste » qui veut que les Etats-Unis, membre permanent du CSNU, ne veillent au respect des engagements iranien dans le cadre du TNP et à l'application des résolutions du CSNU, c'est avant tout le sentiment d'animosité porté par le régime des Mollahs qui

⁵⁸ M. Ahmadinejad a régulièrement vanté ce qu'il considère comme une démonstration de l'inefficacité des armes nucléaires dans la poursuite des objectifs des politiques de « puissance » des pays de « l'arrogance mondiale ». Pour ce faire, il cite notamment les déboires américains en Irak et en Afghanistan, l'échec d'Israël au Liban en 2006, ou encore la disparition de l'Union Soviétique. A ce sujet, voir : L'interview de M. Ahmadinejad pour la chaîne de télévision française France 2, consultable à la date du 22 octobre 2009 à l'adresse web suivante : <http://www.youtube.com/watch?v=4OYoM1sF4g4&feature=related>; IRNA, *Manouchehr Mottaki: l'arme nucléaire n'est plus aussi efficace*, 8 août 2009, <http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/0908086588205802.htm>

⁵⁹ A ce sujet, les discours prononcés par le président iranien à l'occasion des Assemblées Générales des Nations-Unies sont très représentatifs.

inquiète Washington. Bien que l'Iran n'ait de cesse de proclamer sa bonne foi au travers de ses multiples déclarations, la nature même de son régime le discrédite aux yeux des américains. Au regard de leur « Destinée manifeste », les Etats-Unis restent encore aujourd'hui persuadés de la supériorité de leur modèle idéologique. Ainsi, la qualification de l'Iran en tant que *Rogue State* de l'Axe du Mal par G. W. Bush sous-entend clairement que les Etats-Unis se positionnent pour leur part sur l'Axe du Bien. Malgré le fait qu'ils ne disposent pas de preuves matérielles attestant incontestablement de l'existence d'un programme nucléaire militaire, les Etats-Unis ont opté pour une politique alliant dialogue et coercition, illustrant ainsi la méfiance, la prudence, mais également la fermeté dont ils entendent faire preuve à l'égard de l'Iran. Nous pouvons ici faire le rapprochement avec une approche cognitive de la prise de décision où les croyances viennent combler le vide d'une information incomplète et où le système cognitif humain et les mécanismes psychologiques fonctionnent de telle sorte qu'ils réduisent ou même évitent les dissensions en éliminant systématiquement toute information perturbante.

Dans le scénario d'une bombe dissuasive iranienne, l'Iran deviendrait un élément hostile intouchable, à l'image de la Corée du Nord, dans une région hautement stratégique pour les Etats-Unis puisque approximativement 18 % de leurs importations pétrolières passent par le détroit d'Ormuz⁶⁰. Bien que l'Iran ne dispose pas actuellement d'une capacité balistique intercontinentale, de nombreux experts s'accordent pour dire qu'il ne s'agit là que d'une question de temps avant que le territoire américain ne soit exposé aux missiles iraniens⁶¹. Washington

⁶⁰ EIA, « U.S. Imports and Exports », http://tonto.eia.doe.gov/energyexplained/index.cfm?page=oil_imports

⁶¹ Il semble exister un consensus sur la question au sein de différents *think tank* pour affirmer que l'Iran devrait être en mesure de frapper le territoire américain entre 2015 et 2020. A ce sujet, voir : Cordesman A. H., Al-Rodhan K., *Iranian Nuclear Weapons? The Threat from Iran's WMD and Missile Programs*, Washington, CSIS, 21 février 2006, 223 p., http://csis.org/files/media/csis/pubs/060221_iran_wmd.pdf ; Cordesman A. H., *Iranian Nuclear Weapons? Iran's Missiles and Possible Delivery Systems*, 17 avril 2006, 27 p., http://csis.org/files/media/csis/pubs/060417_irandelivsystem.pdf ; Bruno G., *Iran's Ballistic Missile Program*, Council on Foreign Relations, 15 octobre 2009, http://www.cfr.org/publication/20425/irans_ballistic_missile_program.html?breadcrumb=%2Fregion%2F404%2Firan#p2 ; Collectif, *Iran's Nuclear and Missile Potential - A Joint Threat Assessment by U.S. and Russian Technical Experts*, New York, EastWest Institute, mai 2009, <http://docs.ewi.info/JTA.pdf>

perdrait alors toute possibilité d'intervention militaire contre le régime des Mollahs, ce qui réduirait sa marge de manœuvre au Moyen-Orient et contraindrait les Etats-Unis à faire preuve de plus de réciprocité dans leur considération des intérêts régionaux iraniens. Le projet de bouclier anti-missile initié sous le président Bush et aujourd'hui remanié par l'administration Obama vise directement à contrer ce type de menace en provenance des différents *Rogue States*. Un arsenal nucléaire constituerait un facteur de puissance ancrant irrévocablement la République islamique dans son statut de puissance régionale, elle qui détient d'ors et déjà la capacité de nuire si besoin aux intérêts régionaux américains⁶². De plus, cela mettrait fin au monopole nucléaire régional de l'Etat hébreu et affaiblirait sa position, l'obligeant à tenir compte de cette nouvelle variable contraignante dans ses rapports souvent tendus avec son voisinage. Cette perspective apparaît inacceptable pour les responsables israéliens⁶³. Le risque de voir Israël frapper préventivement la République islamique, en accord avec la doctrine Begin, n'est dès lors pas totalement à exclure même si une pareille opération serait extrêmement périlleuse en raison d'une part, de l'appareil de défense anti-aérien iranien, et d'autre part, des nombreux sites à frapper et des distances à

⁶² La doctrine de défense iranienne est aujourd'hui basée sur une force de dissuasion conventionnelle tenant compte de l'asymétrie qualitative de son appareil militaire. Bien que l'effectif total des forces armées iraniennes se porte à 398 000 hommes, le pays souffre d'un retard qualitatif en comparaison aux autres Etats du Golfe. Alors que son budget ne lui permet pas de combler ces manquements, l'Iran a choisi de mettre la priorité sur certains aspects bien particuliers de sa défense visant à dissuader spécifiquement les Etats-Unis. La priorité ainsi accordée à la capacité de nuisance dans le détroit d'Ormuz (sous-marin de la classe Kilo, missile antinavires Silkworm, embarcations rapides destinées à effectuer des abordages,...), au développement d'une capacité balistique pouvant transporter des charges chimiques ou biologiques et susceptible de frapper les bases américaines dans la Golfe et l'Etat d'Israël, et finalement, à la défense anti-aérienne, la force aérienne iranienne souffrant de graves lacunes depuis l'instauration de l'embargo militaire américain. Pour une lecture plus approfondie sur ce sujet, voir : Cordesman A. H., *The Military Balance In The Middle East*, Praeger Publishers, 2004, 592 p. ; Cordesman A. H., *Iran's Military Forces and Warfighting Capabilities: The Threat in the Northern Gulf*, Praeger Publishers, 2007, 288 p. ; Barzin N., *L'Iran nucléaire*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 182-195.

⁶³ Voir à ce sujet : Laub R., Boruchowitch O., *Israël, un avenir compromis*, Paris, Berg International, 253 p. ; Encel F., *Géopolitique du sionisme - Stratégies d'Israël*, Paris, Armand Colin, 2006, 318 p.

parcourir⁶⁴. Les responsables iraniens semblent considérer, au travers de leurs déclarations, que Tsahal ne dispose pas des moyens nécessaires pour mener une telle opération, ce qui relève pour certains d'une tendance à l'auto-surévaluation. Pour les Américains, un tel scénario plongerait la région dans une crise et une instabilité à laquelle ils ne pourraient pas rester étranger tant leurs intérêts y sont nombreux. Qui plus est, les populations du monde arabe ne feraient sans doute pas une grande distinction entre Israël et les Etats-Unis, ce qui écornerait encore d'avantage l'image que renvoie Washington dans le monde musulman.

D'autre part, les Etats-Unis craignent également qu'un Iran nucléarisé et sacralisé en tant que *Rogue State* ne serve d'Etats-pivot dans la politique étrangère des nouvelles grandes puissances désireuse de réduire l'influence américaine (*peer competitor*)⁶⁵, au premier lieu desquelles se place la Chine avec qui la République islamique entretient depuis des années des rapports privilégiés⁶⁶.

Mais le principal risque évoqué par les experts américains réside dans la possibilité d'assister à une prolifération de l'arme nucléaire au Moyen-Orient. En effet, d'aucuns ne craignent que l'Arabie Saoudite, l'Égypte ou encore la Turquie ne décident d'acquérir un arsenal nucléaire en réaction à une bombe iranienne⁶⁷. Cette logique, qui rejoint le cadre théorique du dilemme de sécurité et du *balance of power*, mènerait à une

⁶⁴ Pour une lecture approfondie sur l'analyse des scénarios de frappes israéliennes sur l'Iran, voir : Cordesman A. H., *Israeli and US Strikes on Iran : A Speculative Analysis*, CSIS, 5 mars 2007, 19 p., http://csis.org/files/media/csis/pubs/070305_iran_israelius.pdf; Toukan A., Cordesman A. H., *Study on a Possible Israeli Strike on Iran's Nuclear Development Facilities*, CSIS, 14 mars 2009, http://www.csis.org/media/csis/pubs/090316_israelistrikeiran.pdf; Simon S., *An Israeli Strike on Iran*, Council on Foreign Relations, novembre 2009, 8 p., http://www.cfr.org/publication/20637/israeli_strike_on_iran.html?breadcrumb=%2Fregion%2F404%2Firan

⁶⁵ Pour une approche théorique sur les possibles compétitions au sein du nouvel ordre mondial émergent, voir : Struye de Swielande T., *Les Etats-Unis et le nouvel ordre mondial émergent*, in *Les cahiers du RMES*, été 2008, vol. V, n°1, p. 77-129, http://www.rmes.be/CDR9/CDR9_STRUYE.pdf

⁶⁶ Pour une lecture approfondie sur les rapports sino-iraniens, voir : Burman E., *China and Iran: Parallel History, Future Threat?*, The History Press Ltd, 2009, 224 p. ; Garver J. W., *China And Iran: Ancient Partners in a Post-imperial World*, Washington D.C., University of Washington Press, 2006, 401 p.

⁶⁷ Pour une lecture plus approfondie sur ce sujet, voir : Cordesman A. H., *Iranian Weapons of Mass Destruction: The Birth of a Regional Nuclear Arms Race?*, Praeger Publishers, 2009, 400 p. ; Rigoulet-Roze D., *Le spectre d'une « course au nucléaire » au Proche et au Moyen-Orient, favorisé par les vellétés iraniennes de se doter de l'arme ultime*, in *Euroorient : Le devenir nucléaire au Moyen-Orient – Quel arbitrage ?*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 55-95.

situation fort inconfortable pour l'Etat hébreu et pour les intérêts régionaux des Etats-Unis dans la mesure où elle augmenterait le sentiment de méfiance mutuel et la tension déjà latente dans cette sphère régionale, à l'heure où les alliés traditionnels de Washington sont d'ors et déjà en perte d'influence⁶⁸. En outre, certains estiment également que la prolifération pourrait mener d'une part à un accroissement du risque d'assister un jour à un conflit nucléaire et d'autre part, à une augmentation du risque de voir se doter d'une capacité nucléaire des acteurs non-étatiques revendiquant un renversement de l'ordre régional ou mondial établi (p. ex : le Hamas, le Hezbollah, Al Qaeda,...). Certains Occidentaux, certes minoritaires, arguent en revanche que la prolifération rétablirait un ordre régional plus équilibré. Ce raisonnement est cependant à nouveau confronté à la question de la rationalité des acteurs à laquelle vient se greffer l'évocation du principe de précaution pour justifier une politique de fermeté à l'égard de la question nucléaire iranienne et de la prolifération en général.

Finalement, aux vues des doutes émis précédemment sur la rationalité des décideurs politiques iraniens et étant donné les facteurs géopolitiques et les scénarios évoqués ci-dessus, il semble clair que l'éventualité d'un Iran doté de l'arme nucléaire dessert la conception américaine de l'intérêt national. Considéré dans son ensemble, ce raisonnement illustre la représentation américaine de la menace iranienne et explique l'action politique menée par Washington en vue d'acquiescer des garanties relatives au maintien du programme nucléaire de Téhéran entre les bornes de la légalité. Finalement, puisque cet encadrement vise avant tout à contenir une menace militaire potentielle pour les intérêts des Etats-Unis, l'approche américaine de la question nucléaire iranienne peut être considérée comme dictée par une conception traditionnelle réaliste de la sécurité.

⁶⁸ Voir à ce sujet : Slackman M., *Influence of Egypt and Saudi Arabia Fades*, in *The International Herald Tribune*, 10 novembre 2009, http://www.nytimes.com/2009/11/11/world/middleeast/11saudi.html?_r=1&ref=middleeast

Conclusion.

La question nucléaire iranienne est aujourd'hui loin d'être résolue et il est fort probable qu'elle constituera encore dans les années à venir un des défis majeurs en matière de sécurité auxquels les Etats-Unis seront confrontés. Il suffit pour s'en convaincre de suivre les derniers développements issus du dernier round de négociations du mois d'octobre 2009. Si l'Iran a fait un pas en avant en proposant un échange de son uranium enrichi contre du combustible pour son réacteur de recherche de Téhéran, de nombreux désaccords subsistent néanmoins entre la République islamique et les Etats occidentaux du groupe des « 5+1 » sur les modalités d'application du plan proposé par l'AIEA⁶⁹. Les dernières révélations, qu'elles proviennent de sources officielles ou de sources non officielles telles que la presse internationale, ont par ailleurs encore accentué les suspicions à l'encontre du régime des Mollahs⁷⁰.

Après un espoir de décrispation, la méfiance mutuelle semble avoir conservé le dessus, l'Iran et les Etats-Unis estimant tous deux avoir fait preuve de souplesse et d'ouverture lors des dernières négociations. Actuellement, Téhéran enrichit lui-même son uranium à 20% et l'administration Obama a réussi à faire établir de nouvelles sanctions internationales⁷¹ espérant ainsi pousser l'Iran à renoncer à son programme d'enrichissement endogène. La situation n'a donc guère évolué, ce qui renforce la conviction de certains que l'Iran n'a jamais eu l'intention de coopérer et que sa stratégie consiste en réalité à jouer la

⁶⁹ L'Iran souhaiterait en effet étaler les échanges dans le temps et non transférer son uranium en un bloc comme le réclament les pays occidentaux. L'option du transfert en un bloc permettrait de geler pour une durée de un an à un an et demi selon les experts la capacité de l'Iran à enrichir de l'uranium à un niveau militaire vu le temps que lui nécessiterait le rétablissement de son stock d'uranium à son niveau actuel.

⁷⁰ Ainsi, à la veille des négociations d'octobre 2009 entre le groupe des « 5+1 » et l'Iran, la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont annoncé que la République islamique avait entamé la construction d'un site d'enrichissement d'uranium près de la ville sainte de Qom, à 130km au sud de Téhéran, sans en référer à l'AIEA. Deux mois plus tard, c'est l'Iran lui-même qui jetait de l'huile sur le feu en annonçant la construction au cours des années à venir de 10 nouvelles usines d'enrichissement d'uranium. Entre temps, *The Times* annonçait le test par la République islamique d'éléments servant pour la détonation des ogives nucléaires et *Reuters* annonçait pour sa part que l'Iran pourrait se voir doter de l'arme nucléaire au cours des 18 mois à venir. Bien qu'il convienne ici de faire preuve d'une certaine retenue dans le crédit accordé aux révélations de la presse, celles-ci n'en influencent pas moins les perceptions des acteurs décisionnels.

⁷¹ La résolution 1929 du CSNU, votée en juin 2010.

montre dans les négociations afin de terminer la mise au point de sa capacité nucléaire militaire et mettre le monde devant le fait accompli.

Comme nous avons pu le constater tout au long de cette analyse, l'appréciation américaine de la question nucléaire iranienne repose essentiellement sur une conception traditionnelle réaliste de la sécurité. Cette conception comporte néanmoins un aspect intrinsèquement subjectif analysable au travers d'une approche constructiviste des relations américano-iraniennes. La politique américaine s'explique au regard de la cognition américaine vis-à-vis de Téhéran. La perception américaine de la question nucléaire iranienne repose sur sa représentation de la République islamique, laquelle se base sur la mémoire historique des Etats-Unis construite au fil des années sur base de ses valeurs, comportements, émotions et croyances. Ainsi, la pénétration des informations à décharge du régime des Mollahs est généralement faible chez les décideurs américains, tant le poids des images préexistantes du passé pèse sur leur perception de la réalité. A l'inverse, les moindres éléments en accord avec leurs croyances centrales rencontrent chez eux un large écho, leur perception les poussant à trouver une cohérence entre les informations reçues et leurs valeurs. Ce raisonnement est également applicable à la République islamique, ce qui explique les antagonismes entre la « réalité subjective » iranienne et américaine et l'animosité actuelle qui caractérise les rapports entre les deux Etats.

Du côté américain, de plus en plus de voix s'élèvent cependant pour surpasser cette méfiance mutuelle et entamer une nouvelle approche avec le régime des Mollahs⁷². Si la politique de la main tendue du président Obama constitue bel et bien un changement sur la forme, le fond ne semble pas convaincre le régime iranien qui qualifie la politique de la nouvelle administration américaine « *d'identique à celle de Bush mais avec un joli sourire* ». Pour les dirigeants iraniens, fragilisés politiquement depuis l'élection présidentielle de juin 2009, la question nucléaire représente un élément de la fierté nationale et du rassemblement derrière

⁷² Voir par exemple à ce sujet : Brzezinski Z., Gates R., *Iran : Time for a new approach*, Council of foreign relations, 2005, 104 p ; Pollack K. M., Byman D. L., Indyk M. S., Maloney S., O'Hanlon M. E., Riedel B., *Which Path to Persia?: Options for a New American Strategy Toward Iran*, Brookings Institution Press, 2009, 220 p.

le régime. Beaucoup notent qu'un succès diplomatique serait susceptible de servir le président Ahmadinejad, en perte de légitimité aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Dans cette hypothèse, le régime pourrait être tenté de calquer le modèle chinois, en se montrant intransigent sur les questions d'ordres internes tout en réalisant une ouverture sur le plan extérieur. Mais il ne s'agit pour l'heure que d'une hypothèse et il serait bien imprudent d'oser affirmer un scénario précis sur le futur développement de la question nucléaire iranienne. Alors que l'Iran n'a jusqu'à présent jamais raté une occasion de rater une occasion, le rétablissement d'une crédibilité mutuelle, si nécessaire au succès des négociations, nécessitera de la part des deux parties une plus grande flexibilité et donc une approche cognitive moins biaisée. Il reste à voir si elles seront prêtes à entreprendre de telles démarches qui risquent fort bien, dans un cas comme dans l'autre, de susciter de vives critiques au sein de leur opposition intérieure. Pourtant, il apparaît que seul le dialogue et l'empathie seraient susceptibles de transcender la méfiance mutuelle et donc, d'atténuer quelque peu les menaces perçues par chacun des protagonistes. Bien sur, l'évolution de l'imaginaire collectif est un processus qui s'inscrit dans la durée mais le succès d'un accord sur la question nucléaire, même s'il n'effacerait pas des années de confrontation, représenterait déjà un premier pas en avant. Ce qui apparaît certain, c'est qu'à l'heure où l'Irak vient d'annoncer son intention de relancer son programme nucléaire civile et où les Emirats Arabes Unis viennent de signer un important contrat dans ce domaine avec la Corée du Sud, la République islamique aura encore plus à cœur de jouer la carte de la victimisation d'une politique qu'elle juge discriminatoire. Du côté américain, il y a de fortes chances pour qu'un échec de la politique de la main tendue voulue par le président Obama renforce encore d'avantage la méfiance à l'égard du régime des Mollahs et ce, aussi bien chez les partisans de l'ouverture que chez les défenseurs d'une approche plus coercitive. Dans ce cas, l'appréciation de l'Iran en tant que menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis ne ferait que s'ancrer un peu plus dans la perception américaine.